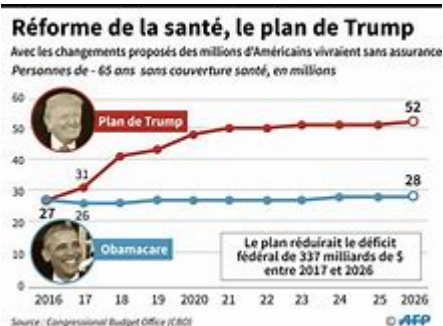


Le système de santé américain est kafkaïen pour un Français (qui a le meilleur du monde)



Les Etats-Unis vont connaître une augmentation dramatique du nombre de cas au cours des prochains jours. Par exemple Dallas, au Texas, est un point sensible, car l'Etat a décidé de déléguer la gestion de la crise aux autorités locales plutôt que d'unifier sa réponse. Si un comté prend des mesures agressives mais que les habitants du comté voisin ne sont pas soumis aux mêmes restrictions, les mesures ne sont pas efficaces. C'est ce qu'on observe déjà dans plusieurs Etats.

On dénombre + de 5 000 cas dans le Michigan, où le confinement n'est pas très restrictif. On peut se déplacer, sortir faire ses courses ou prendre l'air, sans se munir d'une attestation comme c'est en France. La situation est préoccupante, car dans certains comtés, les infrastructures sanitaires sont de bonne qualité mais commencent déjà à être engorgées face à l'explosion des cas. Les demandes d'équipement médical formulées par la gouverneure démocrate Gretchen Whitmer ont été peu entendues par **l'administration Trump**. Ce week-end, le président a même eu des propos peu polis vis-à-vis d'elle.

En Illinois, les cas augmentent aussi mais les hôpitaux ne sont pas encore saturés. Le gouverneur démocrate J. B. Pritzker a été un peu plus agressif dans sa gestion de la crise. Il a déclaré l'état d'urgence une semaine avant, il a imposé la fermeture des établissements scolaires et des entreprises non-essentiels et envisage de prolonger le confinement .

Cela tient d'abord au caractère très décentralisé du système de santé américain où les décisions sanitaires se prennent à l'échelon de l'Etat ou à l'échelon local.

Dans le cadre d'une pandémie mondiale, et face à l'augmentation exponentielle du nombre de cas, il faut harmoniser la réponse à l'échelle de l'Etat et au niveau fédéral. C'est d'ailleurs ce que préconisait un manuel de **préparation au risque pandémique** rédigé sous la présidence de Barack Obama mais que l'administration Trump a **délibérément choisi d'ignorer**. Le gouvernement de Donald Trump a préféré dans un premier temps se désengager de la gestion de la crise sur son volet sanitaire en priorisant le volet économique. Il a la possibilité d'impulser une stratégie sur l'ensemble du territoire.

Un plan d'aide historique à l'économie a été voté. La réponse de l'administration Trump a considérablement évolué entre la première et la deuxième quinzaine de mars.

La gestion de la crise aux USA, c'est un message politique peu clair, contradictoire et des décisions prises de manière unilatérale sans concertation avec des experts de santé publique. On remarque désormais une inflexion dans la réponse du gouvernement fédéral qui semble avoir pris conscience de la gravité de la crise et qui s'oriente désormais davantage vers une réponse sanitaire. Avec le CARES Act, voté le 27 mars, 150 milliards de dollars vont être alloués aux hôpitaux pour leur permettre de renforcer leurs effectifs, d'acheter du matériel médical, d'augmenter leur capacité d'accueil. Mais ces mesures plus volontaristes sont contrebalancées par des déclarations unilatérales et impulsives du

président Trump. Il y a quelques jours, ce dernier avait par exemple annoncé vouloir **lever le confinement pour les fêtes de Pâques**. Cela n'a pas vraiment de sens en termes de santé publique puisque cela peut catalyser la propagation de l'épidémie en créant de nouveaux foyers de contagion. Ces déclarations brouillent le message impulsé par l'administration.

L'obésité, qui touche près de 40 % des Américains, est un facteur aggravant dans cette crise

Le CDC, l'agence fédérale chargée de coordonner la réponse sanitaire, montre que les personnes en surpoids courent effectivement plus de risque face à l'épidémie de coronavirus et peuvent présenter des cas plus sévères. Cela est préoccupant pour les Etats-Unis mais aussi pour un certain nombre d'autres pays du continent américain.

Cette crise pourrait apporter un nouveau modèle social ou un nouveau système de santé .

Dans le cadre du New Deal, Franklin Roosevelt a renoncé à la création d'un système de santé universel face à la pression des médecins qui refusait toute immixtion de l'Etat dans leur activité professionnelle. Même scénario pour Harry Truman, avec son assurance santé obligatoire, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Au lendemain des attentats du 11-Septembre, la gestion de la crise n'a pas non plus été solidaire puisqu'il a fallu beaucoup de temps pour permettre aux *first responders* – les médecins, les pompiers, les volontaires qui ont développé des cancers et des maladies respiratoires à la suite de leur mission de sauvetage – d'obtenir une assurance santé alors que beaucoup d'entre eux n'étaient pas couverts.

Mais cette crise révèle les lacunes du système de santé américain et la faiblesse de son filet de protection sociale. Beaucoup d'Américains ont une assurance maladie par leur employeur. Or plus de 3 millions d'Américains se sont retrouvés au chômage, perdant leur assurance au

moment où ils sont le plus susceptibles de recourir au système de santé. C'est une question à laquelle songent les candidats démocrates à l'investiture. **Bernie Sanders** ne cesse de pointer ces dysfonctionnements, la crise donne du poids à sa proposition de ***Medicare for All***. Le contexte actuel lui permet de rester en lice pour l'investiture démocrate, malgré des résultats décevants lors des primaires du mois de mars, alors que **son adversaire Joe Biden** est peu audible.